

# LE LIBÉRALISME NE PEUT PAS GOUVERNER L'ALGÉRIE

par Saoudi Abdelaziz  
algerieinfos-saoudi.com  
le 11 novembre 2013

*Bientôt trois ans depuis les manifestations de janvier 2011 et le début du "Printemps arabe". Les Algériens ont choisi de frayer à leur manière, le chemin du renouveau national. Trois ans après le compte n'y est pas. Depuis 2011, les inégalités sociales s'accroissent comme le révèlent les données de la dernière enquête de l'Office des statistiques (ONS)*

**Le 12 avril 2011**, dans le premier article du blog [6] que nous venions de créer, nous affirmions : *"La lutte pour la démocratie a pris un essor sans précédent. C'est aujourd'hui, avant tout, dans l'Algérie réelle, l'édification, par des luttes sociales de masse multiformes de plus en plus résolues, de syndicats représentatifs des salariés et des étudiants, de rassemblements de jeunes chômeurs indépendants des pouvoirs publics et du Patronat".*

**Le 5 octobre 2011**, sous le titre **"Tenir le bon bout"**, nous faisons le point : *"Les travailleurs algériens semblent avoir pris les choses par le bon bout. S'ils n'ont pas mis leurs pas derrière ceux des démocrates "médiatiques" et "révolutionnaires", Ils ont mis à profit l'air du temps printanier pour affirmer leur présence dans le paysage social, leur poids spécifique dans l'opinion publique qui émerge. Ils ont avancé leurs revendications sociales et d'abord le droit de désigner eux-mêmes les collègues qui doivent les représenter, introduisant de manière capillaire l'exigence démocratique dans le corps social. (...) Les salariés reviennent de loin. De longues années marquées par l'atomisation, la culture des solutions individuelles, la crainte de perdre son emploi inoculée par les grandes saignées imposées par le FMI dans les années 90, le poison des divisions idéologiques ont mis à dure épreuve la dignité du salariat. Les salariés souffraient même parfois du mépris de leurs propres enfants, qui sont aussi les enfants de leur temps, celui du "business" et du fric facile".*

**Quelques mois plutôt, en juillet 2011**, nous notions : **"Le contenu social du changement démocratique s'affirme"** *"On se rappelle que les premières grèves « du ventre », celles des postiers, des cheminots, des hospitaliers, des éboueurs et des autres communaux, celles des ouvriers du bâtiment et des métallurgistes, avaient suscité parmi les « élites » des réactions de déception, presque de rejet, par rapport aux grandes levées démocratiques et anti-autoritaires, à l'Égyptienne ou à la tunisienne (...) Comme si les Algériens tiraient la leçon des tentatives de confiscation post révolutionnaire, en Tunisie et en Egypte".*

Mais ce n'était pas cette explication qui dominait dans les salons démocratiques. Le 19 juin 2011, dans le journal El Watan, l'Algérie démocratique, **Mme Tamzali, haut fonctionnaire à l'UNESCO**, expliquait aux salariés qu'ils ont choisi la voie de la facilité : *"Il suffit de défiler pour voir son salaire augmenter. C'est l'argent des générations à venir qui est dépensé".* [7] Elle leur conseille d'emprunter la voie "magique" du changement : *"Mais voilà, en Tunisie et en Egypte, la protestation populaire et ce courant constant de résistance et de contestation démocratique et libertaire se sont rejoints dans une alchimie magique ».*

## POLARISATION SOCIALE

Trois ans après, le compte n'y est pas. Depuis 2011, la polarisation sociale s'accroît comme le révèlent les données de la dernière enquête de l'Office des statistiques (ONS) dont **l'APS** [8] a rendu compte hier. Youcef Bazizi qui a dirigé l'enquête en note les traits essentiels : *"La population la plus aisée a une dépense 7,4 fois supérieure à celle de la population la plus défavorisée", souligne l'enquête de l'ONS. "La catégorie la plus aisée de la société algérienne, soit 20% de la population, a accaparé 40% des dépenses annuelles*

*des ménages algériens, alors que les 80% restants de la population et qui regroupent différentes catégories, n'ont absorbé que 60% du total annuel".*

**Les grandes marques du luxe s'installent en Algérie, dans les quartiers aisés. C'est un phénomène qui prend de l'ampleur ces dernières années. L'autre tendance est la restriction de l'éventail des produits alimentaires financièrement accessibles au plus grand nombre : viandes rouges, poissons, fruits et légumes sont consommés avec parcimonie lorsqu'ils ne disparaissent pas carrément des tables familiales. Si le pain et le lait, notamment n'étaient pas subventionnés les légumes secs, ce serait carrément la famine...**

Ce flot médiatique dominant, "mainstream" disent les anglo-saxons, consiste ces temps-ci à stigmatiser la revendication sociale pour une meilleure répartition du revenu national dans des domaines vitaux : pouvoir d'achat, santé, habitat, éducation, équipements de proximité. A travers des politiques publiques -financées non seulement par les ressources publiques issues de la fiscalité pétrolière, mais aussi par une justice sociale où le salarié n'est plus principal pourvoyeur de l'impôt sur le revenu : les riches doivent aussi payer !

*"La mentalité de l'Algérien est rentière". "La maladie algérienne c'est l'esprit rentier". "La calamité algérienne c'est que ce pays dispose de gisements pétroliers". "L'Algérien se résume à un estomac".* C'est la rengaine très largement répandue par les médiatiques et autres leaders d'opinion dont la portée de tir reste cependant très limitée, malgré les qualités littéraires des chroniqueurs. Les injonctions vertueuses des chroniqueurs se transforme d'années en années en jérémiades adressées au "peuple imbécile", qui ne veut rien entendre.

## **AVEC LE LIBÉRALISME, L'ALGÉRIE EST INGOUVERNABLE**

La cible principale et *facile* de la lutte contre "l'esprit rentier" en Algérie, c'est l'abolition du soutien des prix qui nourrirait cet esprit. Il faut l'abandonner recommandent les "réformateurs" liés au patronat et le remplacer par un système de soutien personnalisé, spécifiquement destiné aux indigents dument répertoriés. Les fonds publics (ce n'est plus de la rente ?) ainsi épargnés pourraient, selon eux, être mis à la disposition des entreprises, "encourageant ainsi la production nationale", "diminuant ainsi la facture des importations alimentaires". Je ne fais pas partie du cercle des conseillers économiques pour juger de la véracité de cette "politique de l'offre". Je sais par contre qu'elle a lamentablement échoué dans le monde entier et qu'elle est la clé de la crise du capitalisme devenue insurmontable.

La caractéristique principale du comportement social des Algériens c'est qu'ils ont intériorisé le fait que leurs demandes sociales sont souverainement légitimes et qu'il appartient aux pouvoirs publics d'agir pour leur satisfaction. C'est une constante nationale depuis l'indépendance : l'accès démocratique aux produits de base, aux soins, à l'éducation, à l'électricité et au gaz sont une composante "naturelle" de la mentalité du peuple algérien. Il structure la conception populaire d'une bonne gouvernance. *Cette démocratie sociale intériorisée* n'est pas une option "conçédée" par les pouvoirs successifs, c'est un consensus qui a été imposée par la *pression diffuse, et, s'il le faut, périodiquement fortement active des couches plébéiennes de la société.*

Dans notre pays, les pouvoirs publics sont condamnées à tenir compte de cette réalité "historique", sinon la société devient ingouvernable. Quelles sont les politiques économiques capables d'intégrer les demandes sociales dans un cercle vertueux de *développement*. C'est à la représentation politique, et aux institutions de découvrir et de mettre en oeuvre la bonne politique économique fondée sur la *primauté donnée aux demandes du peuple algérien*, servies par le génie et les capacités créatrices de ses salariés et de ses entrepreneurs. La voie ne se trouve certainement pas dans le libéralisme états-unien à l'Algérienne que l'on essaie d'inventer depuis une trentaine d'années. Avec le succès que l'on sait.

*Saoudi Abdelaziz le 11 novembre 2013*

***sources : [algerieinfos-saoudi.blog](http://algerieinfos-saoudi.blog)***

*haut de page*